



Mandataire

Chambre de Commerce et d'Industrie de Limoges et de la Haute-Vienne

EXTENSION DES SALLES D'EMBARQUEMENT A ET B DE L'AEROPORT DE LIMOGES-BELLEGARDE

Marché de travaux

Marché passé selon une procédure adaptée en application des articles L.2123-1-1°, R.2123-1-1°,
et R.2123-4, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES
(C.C.T.P.)**

Date limite de réception des offres : **VENDREDI 28 NOVEMBRE 2025**

Heure limite de réception des offres : **12H00**

Profil acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Sur le portail de dématérialisation PLACE (plateforme des achats de l'Etat)

Pouvoir Adjudicateur

**SYNDICAT MIXTE DE L'AÉROPORT DE LIMOGES-BELLEGARDE
81 avenue de l'aéroport
87100 LIMOGES**

Représentant Légal du Pouvoir Adjudicateur

**Monsieur le Président de la
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE
DE LIMOGES ET DE LA HAUTE-VIENNE
16 place Jourdan – CS 60403
87011 LIMOGES CEDEX**

Comptable Assignataire

**Monsieur le Trésorier de la
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE
DE LIMOGES ET DE LA HAUTE-VIENNE
16 place Jourdan – CS 60403
87011 LIMOGES CEDEX**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION	4
1.1 PRESENTATION DU PROJET GLOBAL	4
1.2 PERIMETRE DU PROJET	5
1.3 DECOMPOSITION DE LA CONSULTATION.....	5
ARTICLE 2 – TYPE DE CONSULTATION.....	6
ARTICLE 3 – DESCRIPTION DES PRESTATIONS ATTENDUES	6
3.1 – DESCRIPTION DES PRESTATIONS	6
3.2 – CONDITIONS GENERALES DE L'AEROPORT DE LIMOGES (CG LIG)	7
ARTICLE 4 – DATE ET DUREE D'EFFET DU MARCHE	7
ARTICLE 5 – DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES	7
ARTICLE 6 – DELAI DE VALIDITE DES OFFRES ET LIEU D'EXECUTION.....	7
ARTICLE 7 – VISITE DES LIEUX	7
ARTICLE 8 – CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	8
ARTICLE 9 – PRIX DU MARCHE	8
9.1 – PRESENTATION DES PRIX	8
9.2 – CONTENU DES PRIX.....	8
ARTICLE 10 – MODE DE REGLEMENT - FACTURATION	9
ARTICLE 11 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	9

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet de retenir une entreprise spécialisée qui aura pour mission de créer une extension des salles d'embarquement A et B de l'aéroport de Limoges Bellegarde.

1.1 Présentation du projet global

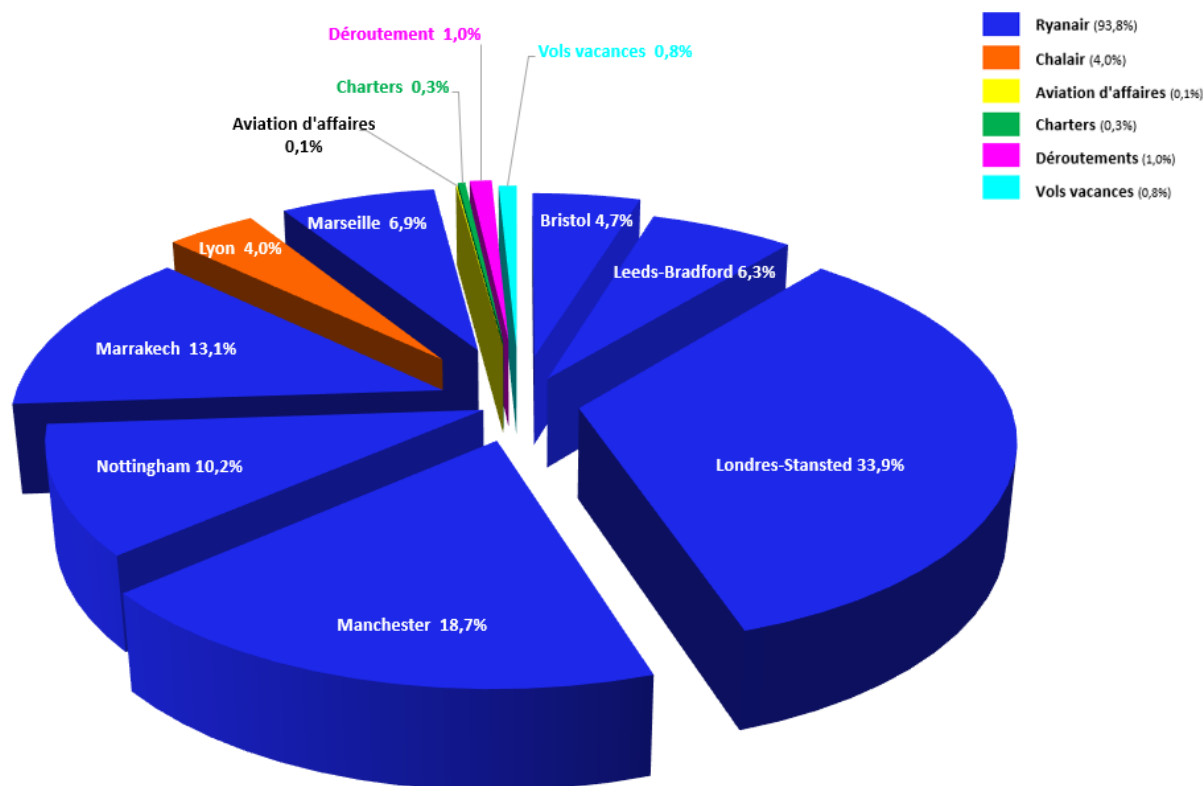
L'aéroport de Limoges-Bellegarde est la propriété du Syndicat Mixte de l'Aéroport de Limoges Bellegarde (SMALB) composé de la Région Nouvelle Aquitaine, de l'Agglomération de Limoges et du Département de la Haute-Vienne. La CCI de Limoges et de la Haute-Vienne en assure la gestion par le biais d'un contrat d'affermage arrivant à échéance en 2027.

Le trafic 2024 de l'aéroport est de 265 962 passagers (300 000 en 2019). Le trafic est essentiellement porté par des vols Low Cost avec la compagnie Ryanair qui représente 93.8% du trafic de la plateforme.

Un vol régulier par le biais d'une DSP à destination de Lyon est opéré par la compagnie Chalcir.

Un vol régulier également par le biais d'une DSP vers Orly est en cours d'attribution pour janvier 2026.

La répartition du trafic en 2024 est la suivante :



Depuis quelques années, l'aéroport de Limoges est soumis de plus en plus à la saisonnalité, notamment avec un trafic plus dense durant le programme été, et donc des vols commerciaux très proches au départ et à l'arrivée. Cette situation pose un problème d'organisation pour le traitement des passagers.

Le constat aujourd'hui est le suivant :

- Deux PIFS sont positionnés au centre de l'aérogare avec un espace exiguë pour le contrôle au départ des vols Low Cost et non Schengen. Ces pifs servent également au personnel, pilotes de vols commerciaux et toute personne qui doit passer en PCZSAR.
- Deux salles d'embarquement pas suffisamment grandes. Aujourd'hui nous sommes dans l'obligation d'installer en été un chapiteau en sortie des salles d'embarquement permettant de décongestionner les salles et de faire du pré embarquement ;
- Une seule salle d'arrivée. Il est ainsi très compliqué d'organiser un débarquement simultané d'un vol Schengen et hors Schengen.

Afin de répondre à la problématique d'exigüité des salles d'embarquement, nous installons depuis 2021, en sortie des salles, un barnum de 200m².

Cet équipement permet de traiter des vols en quasi simultané pendant la saison estivale en réalisant du pré boarding à la sortie des salles d'embarquement.

L'objectif de cette extension est donc de :

- Supprimer la location du barnum ;
- Trouver une entreprise en charge de réaliser cette extension ;
- Proposer une extension des salles plus qualitative de la sortie des salles actuelles jusqu'à la voie de circulation devant l'aérogare ;

1.2 périmètre du projet

Le projet englobe :

- L'espace sous l'auvent entre les salles d'embarquement et la voie de circulation devant l'aérogare au niveau n-1 pour une surface de 220 m² environ



Barnum implanté devant l'aérogare en sortie des salles A et B

1.3 Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de lot ni de tranche.

L'offre de base consiste à acheter les équipements / bâtiments répondant au besoin.

Les 2 variantes consistent à la mise en place d'un crédit-bail (5 ou 8 ans) des équipements / bâtiments répondant au besoin.

ARTICLE 2 – TYPE DE CONSULTATION

La présente consultation est passée selon une procédure adaptée en application des articles L.2123-1-1° et R.2123-4 du code de la commande publique.

ARTICLE 3 – DESCRIPTION DES PRESTATIONS ATTENDUES

3.1 – Description des prestations

L'extension serait sous l'avent actuel côté piste, entre les salles d'embarquement et la voie de service devant l'aérogare au niveau n-1 pour une surface de 220m² environ.

Actuellement, les barnums installés débordent sur la voie de circulation devant l'aérogare. La réponse aux besoins devra voir dans quelles mesures l'extension pourrait être disposée sous l'avent sans empiéter sur la voie de circulation.

La solution pour répondre à ce type de travaux dans un délai court semble s'orienter vers des modules pour un gain de mise en œuvre. Toutefois d'autres solutions peuvent être présentées si elles permettent également de répondre au besoin.

Il est indispensable de prendre en compte les éléments suivants :

- La classification de notre aérogare comme étant un ERP de 2^{ème} catégorie, de type W, L, N, M avec accessibilité PMR et SSI. L'extension devra être reliée à notre SSI actuelle. Cette prestation sera prise en compte dans le cadre d'un autre marché. Il sera demandé dans ce cadre de pouvoir travailler en collaboration avec l'entreprise retenue pour cette prestation.
- Comme actuellement, l'extension doit permettre de séparer les passagers de la salle A et B ou alors permettre l'utilisation de la totalité de l'espace pour un même vol.
- Elle devra tenir compte de la réglementation RE2020 ;
- Conserver l'accessibilité aux différents réseaux actuels avec des regards présents dans cette zone (réseaux électriques, eaux usées, eaux pluviales)
- Les travaux ont lieu en partie critique de la zone côté piste (PCZSAR) et sont donc soumis à de la réglementation en termes de sûreté aéronautique.
- L'installation de modules ou d'autres structures nécessitera des appareils de levage. Ces travaux devront faire l'objet d'une étude de sécurité aéronautique et seront probablement contraints pendant l'exploitation des vols (grue devra être repliée à l'arrivée et au départ d'un vol par exemple). Cette étude devra être menée en amont de la phase de travaux pour obtenir l'accord de l'aviation civile sur les modalités de mises en œuvre et surtout les actions mises en œuvre pour limiter les risques. Cette étude sera menée conjointement avec les services de l'aéroport.



Barnum implanté devant l'aérogare en sortie des salles A et B

- Il est évident qu'un planning de travaux avec cadencement est nécessaire afin de limiter l'impact sur les embarquements et débarquements des passagers durant la phase de travaux. Il sera nécessaire d'avoir un prévisionnel détaillé. Ces éléments sont à préciser dans le mémoire technique paragraphe 4.

- Les travaux préparatoires à la création de l'extension seront à la charge de l'entreprise retenue.
Si des diagnostics supplémentaires sont nécessaires pour l'exécution des travaux, l'entreprise devra le faire apparaître dans son offre avec les arguments nécessaires dans le mémoire technique.
- Le rendu architectural des espaces sera à joindre en annexe du mémoire technique afin de pouvoir évaluer la qualité des futurs aménagements.
- Le dépôt du permis de construire sera à la charge de l'entreprise retenue.
- Le délai de réalisation de cette extension doit être court de façon à limiter l'impact sur l'exploitation des vols avec une période plus dense en termes de fréquentation des passagers à compter du mois d'avril (programme été aéronautique).

3.2 – Conditions Générales de l'aéroport de Limoges (CG LIG)

L'ensemble des interventions devra respecter scrupuleusement un cahier des Conditions Générales de l'aéroport (CG LIG).

Elles sont accessibles et téléchargeables depuis le site internet de l'aéroport de Limoges à l'onglet « Tout l'aéroport » puis « Appels d'offres en cours et CGI » lien direct :

<https://www.aeroportlimoges.com/tout-laeroport/appels-doffre-en-cours/>

Ce cahier a pour objet de décrire les modalités d'interventions et de définir les mesures de prévention réglementaires. Elles sont donc imposées à tous les fournisseurs « entreprises extérieures » qui doivent effectuer des interventions et des travaux sur l'aéroport de Limoges.

Les conditions concernent : l'Hygiène et Sécurité du travail, la Sécurité Aéroportuaire (SGS), la Sureté Aéroportuaire et l'Environnement.

ARTICLE 4 – DATE ET DUREE D'EFFET DU MARCHÉ

Le présent marché est conclu à compter de la date de notification du titulaire.

La durée d'exécution du marché est de 6 mois à compter de la notification du marché.

ARTICLE 5 – DATE LIMITE DE REMISE DES OFFRES

La date limite de remise des offres est fixée au **VENDREDI 28 NOVEMBRE 2025 à 12h00**.

ARTICLE 6 – DELAI DE VALIDITE DES OFFRES ET LIEU D'EXECUTION

Le délai de validité de l'offre est fixé à 120 (cent-vingt) jours à compter de la date limite de remise des offres.

Les prestations sont à exécuter à l'aéroport international de Limoges-Bellegarde - 81 avenue de l'aéroport 87100 LIMOGES.

ARTICLE 7 – VISITE DES LIEUX

La visite du site est **obligatoire**.

Les candidats pourront ainsi se rendre compte sur place des prestations à effectuer et ne pourront arguer d'une méconnaissance des lieux pour limiter leurs interventions ultérieurement.

Le titulaire aura ainsi estimé toutes les difficultés inhérentes au marché et ne pourra prétendre à aucune indemnité supplémentaire pour défaut d'information. De même, il ne pourra induire des imprécisions, d'erreurs, omissions ou contradictions du présent cahier des charges pour justifier une demande de supplément.

La proposition remise par le soumissionnaire devra comprendre toutes les tâches accessoires, de quelque nature qu'elles soient, nécessaires au complet achèvement des prestations.

Les prises de rendez-vous pour la visite se feront auprès du maître d'œuvre dont les coordonnées figurent à l'article 20 de ce présent cahier des charges.

Deux (2) dates sont prévues :

- **Jeudi 30 octobre 2025 à 14h30**
- **Mardi 4 novembre 2025 à 14h00**

Une attestation de visite sera remise à l'issue de la visite et devra impérativement être jointe au dossier du candidat sous peine de rejet de son dossier.

ARTICLE 8 – CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations devront être conformes aux stipulations du présent marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

A noter que le **CCAG/Travaux**, applicable aux marchés publics de travaux étant réputé connu des entreprises répondant au présent marché, n'est pas joint matériellement au cahier des charges.

Le document applicable sera celui en vigueur à la date de remise des offres fixée par le cahier des charges.

Ce document est téléchargeable sur le site :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques>

Le présent marché, constitué des documents contractuels définis à l'article 9 du présent cahier des charges exprime l'intégralité des obligations des parties. Les dispositions du présent marché prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne et le titulaire préalablement à la signature du présent marché.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché.

Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat ou de location, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

ARTICLE 9 – PRIX DU MARCHE

9.1 – Présentation des prix

Les prix seront présentés :

→ l'acte d'engagement ATTRI 1 et son annexe financière (le bordereau des prix détaillés) et dans les devis transmis (devis offre de base pour l'achat et 2 devis détaillé pour chaque proposition de crédit-bail dont le coût final sera renseigné dans le bordereau de prix joint en annexe)

→ si besoin au formulaire DC4 «acte spécial en cas de sous-traitance»,

9.2 – Contenu des prix

Les prix seront donnés en euros hors taxes et toutes taxes.

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement

Les prix présentés à l'acte d'engagement et au bordereau des prix sont réputés comprendre :

- toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement l'exécution des prestations, ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison et tous les frais afférents au déplacement et à l'hébergement.
- toutes sujétions comprises pour une exécution complète et soignée des prestations,

Le soumissionnaire est réputé avant la remise de son offre :

- avoir contrôlé toutes les indications portées dans le présent cahier des charges, notamment celles données par les pièces écrites ; s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes, concordantes.

Tout ce qui serait indiqué dans les pièces écrites du dossier remis au titulaire mais ne figurant pas sur les annexes ou réciproquement, aura la même valeur que si les indications correspondantes étaient portées sur l'ensemble des documents,

- s'être entouré de tous les renseignements utiles auprès du pouvoir adjudicateur.

En cas de discordance constatée dans l'offre, les indications portées en lettres à l'acte d'engagement prévaudront sur toutes les autres indications de l'offre.

Si des erreurs de multiplication, d'addition ou de report sont constatées dans le bordereau de prix le montant total ne sera pas rectifié pour le choix de l'offre la plus avantageuse.

En outre, le soumissionnaire du marché reconnaît formellement que les prix qu'il a consentis tiennent compte de toutes les prestations décrites au sein du présent dossier de consultation des entreprises ainsi que des prestations, garanties et obligations résultant du marché, des impôts, des taxes et redevances en vigueur, et de toutes charges et aléas pouvant résulter de l'exécution du marché.

Aucun frais supplémentaire ne peut s'y ajouter. Le montant TTC s'entend au taux de TVA en vigueur lors de l'exécution de la prestation.

ARTICLE 10 – MODE DE REGLEMENT - FACTURATION

Le paiement des sommes dues au titulaire et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché, interviendra sur présentation d'une facture ou des demandes de paiement équivalentes dans un délai de **trente (30) jours** à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Le mode de règlement est le virement bancaire.

Le marché est financé sur fonds propres du Syndicat Mixte de l'aéroport de Limoges-Bellegarde.

Les demandes de règlement se font via la plateforme **CHORUS PRO** (voir article 8 CCAP).

ARTICLE 11 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires, les candidats pourront prendre contact avec

Renseignements administratifs :

Marion GERBAUD

Acheteuse

05 55 45 15 62

marion.gerbaud@limoges.cci.fr

Chambre de commerce et d'industrie
de Limoges et de la Haute-Vienne
16 place Jourdan – CS 60403
87011 LIMOGES Cedex

Renseignements techniques

Thierry ROQUIER

Responsable Infrastructures

05 55 43 30 27

Mobile 06 31 86 89 46

thierry.roquier@limoges.cci.fr

Aéroport de Limoges

81 Avenue de l'Aéroport

87100 Limoges

Nicolas DJOUDI

Responsable Travaux / Maintenance

Tél. : 05 55 43 30 29

Mobile 06 37 57 16 24

nicolas.djoudi@limoges.cci.fr

Aéroport de Limoges

81 Avenue de l'Aéroport

87100 Limoges